

12-05-1995



Section française

Monsieur Henri CHARLIER
Avenue Laure, 9

1080 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

27.057/B/II/PF
RC/CB

Monsieur,

En date du 27 avril 1995, la Commission permanente de Contrôle linguistique (section française) a examiné une plainte introduite par vous le 27 mars 1995 suivant laquelle la firme Citybank de Namur fait parvenir à ses clients francophones des bulletins de versements bilingues à prédominance flamande.

La firme Citybank constitue une entreprise financière visée à l'article 52 de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnée le 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Conformément à l'article 52 des L.L.C., les entreprises financières utilisent la langue de la région où est établi le siège d'exploitation, pour les actes et documents destinés à leur personnel.

Etant donné que les bulletins de versement ne peuvent être considérés comme étant prescrits par la loi ou destinés au personnel, ils ne tombent donc pas sous l'application de l'article 52 des L.L.C. et celles-ci ne sont donc pas applicables en l'occurrence.

2.-

Il s'agit ici d'une relation purement d'ordre privé entre une banque privée et sa clientèle qui ne tombe pas sous l'application des L.L.C.

La C.P.C.L. déclare en conséquence que la plainte est recevable et non fondée.

La lière partie de la plainte relative à la Société Iberia a été inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion des sections réunies de la C.P.C.L.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

*Le Président de la
Section française*

J.P. JACOBS